Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUIN 1873.

Crédit supplémentaire de fr. 39,285 79 c, au Département des Affaires Étrangères.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Encouragé par la Chambre qui s'est associée au vœu exprimé par un de ses membres dans la séance du 4 février 1871, et qui a approuvé les dispositions prises par M. le Bon d'Anethan, le Département des Affaires Étrangères a chargé nos agents diplomatiques et consulaires en France d'intervenir pécuniairement en faveur de nos nationaux qui auraient à souffrir de la guerre franco-allemande et particulièrement du siège de Paris.

Conformément à ces instructions, la légation du Roi près du Gouvernement français et un grand nombre de consuls ont distribué des secours provisoires aux Belges qui se trouvaient dans leur résidence.

Il a été reconnu bientôt que cette intervention entraînerait, pour le Trésor, une charge trop considérable, et l'Administration a jugé qu'il était préférable de faire repatrier les personnes qui, à cause des événements, ne pourraient plus, avant longtemps, trouver des moyens de subsistance en France.

Il a été impossible, jusqu'ici, de déterminer l'époque à laquelle ces instructions devaient cesser leur effet; de même, on n'a pu établir, d'une manière même approximative, le montant des dépenses que le Gouvernement allait s'imposer à ce titre.

La Chambre a voté pour cet objet des crédits supplémentaires aux exercices de 1870 et de 1871, et pour 1872 le Département des Affaires Étrangères doit demander un nouveau complément de 20,000 francs.

Mais comme le crédit de l'article 27 a dû faire face, en 1872, à d'autres dépenses extraordinaires qui n'avaient pu être prévues lors de la discussion du Budget de cet exercice, il convient d'ajouter au chiffre déjà cité de 20,000

francs une somme de 15,000 francs pour couvrir entièrement l'insuffisance de cette allocation. Cette insuffisance a été en grande partie causée par l'accroissement du nombre des consulats non rétribués, par la multiplication des consulats rétribués et par la création d'une mission dans l'extrême Orient.

Ces faits ont contribué dans des proportions considérables à augmenter les imputations sur l'article 27 et l'on peut même affirmer qu'ils ont, autant que les suites de la guerre franco-allemande, concouru à constater l'insuffisance du crédit dont il s'agit.

C'est pour ces motifs que le Gouvernement demande, à l'article 27 du Budget de 1872, un crédit supplémentaire de 35,000 francs.

L'assainissement des champs de bataille voisins de nos frontières, entrepris par les soins du Gouvernement belge, a amélioré les conditions hygiéniques de telle manière que ce travail a eu pour notre pays et les contrées limitrophes les plus heureuses conséquences.

En comparaison du résultat, la dépense qui a été, jusqu'à présent, mise à la charge du Trésor, peut être considérée comme de peu d'importance.

Le Ministère de l'Intérieur et celui des Affaires Étrangères devaient penser, à la fin de l'année 1872, que tous les frais occasionnés par les travaux d'assainissement avaient été payés, car, à cette époque, les divers comptes recueillis étaient rentrés depuis plus d'un an.

Or, il s'est trouvé qu'un habitant de Dinant, soit qu'il n'eût pu réunir, en temps utile, les pièces justificatives de ses dépenses, soit qu'il ait eu, pendant quelque temps, l'intention de ne pas en réclamer le remboursement, a présenté récemment des comptes s'élevant ensemble à la somme de fr. 3,785 74 c^s.

Une autre personne a adressé au Gouvernement un mémoire de fr. 510 03 c^s.

Ces deux sommes réunies, qui forment un total de 4,285 79 c^s, appartiennent à l'exercice 1871 et doivent, comme crédit supplémentaire, constituer le chapitre X, article 43, du Budget de 1872.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

PROJET DE LOI

LÉOPOLD II,**ROI DES BELGES,***À tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département des Affaires Étrangères un crédit supplémentaire de trente-neuf mille deux cent quatre-vingt-cinq francs soixante-dix-neuf centimes (fr. 39,285 79 c), dont sera augmenté le Budget de 1872.

De cette somme trente-cinq mille francs (35,000 francs) seront ajoutés à l'article 27 et fr. 4,285 79 c formeront sous la rubrique :

« Dépenses arriérées et imprévues de l'exercice antérieur »
le chapitre X, article 43, du Budget de 1872.

ART. 2.

Ce crédit sera couvert au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1872.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1873.

LÉOPOLD.**PAR LE ROI :**

Le Ministre des Affaires Étrangères,
C^o D'ASPREMONT-LYNDEN.

Le Ministre des Finances,
J. MALOU.